Annexe V
Ébauche du rapport intérimaire de la RGCM
En date du 21 juillet 2017

Rétroaction des officiers et de l'équipage du NCSM OTTAWA dans le cadre de la révision globale de la cour martiale

Commentaires généraux

- a. Bien que l'appareil judiciaire militaire soit une méthode juste, efficace et sûre de maintenir l'ordre et la discipline dans les FAC, des failles se sont récemment fait sentir.
- b. Bref, la composition et les pouvoirs de punition actuels des cours martiales sont encore considérés comme valides et nécessaires. Les changements, s'ils s'avèrent nécessaires, entraîneraient une réduction du temps entre une infraction alléguée donnée et le procès.
- c. L'appareil judiciaire militaire (qui comprend à la fois les procès sommaires et les cours martiales, dans ce cas-ci) est une partie nécessaire et importante pour maintenir l'ordre et la discipline dans les FAC. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la LDN a permis, historiquement, aux FAC de mettre en œuvre son propre système de justice, comme des règlements qui ne s'appliquent pas aux civils, des difficultés pour gérer les infractions en pays étranger ou en eaux internationales, et une culture unique qui exige le respect d'une importante discipline; ces problèmes, comme d'autres que je suis sûr d'avoir omis, s'appliquent encore.
- d. Étant donné que j'ai été officier désigné pour un procès sommaire à plusieurs reprises, les difficultés liées à la préparation d'un militaire avant un procès me sont familières. La première fois que j'ai été officier désigné, on m'a donné le « Guide pour les officiers accusés et désignés » et on m'a dit d'aider le militaire accusé. Je ne me sentais pas prêt à préparer un militaire à se présenter à un procès qui impose des conséquences *réelles*. Le guide était très utile, mais une instruction formelle sous forme de qualification aurait veillé à ce que de la meilleure aide soit offerte aux militaires accusés. Je recommanderais la création d'un cours d'apprentissage en ligne sur le RAD, particulièrement à l'intention des officiers subalternes comme qualification avant de devenir officier désigné.
- e. L'appareil judiciaire militaire est justifié et donne un service à valeur ajoutée aux FAC. On a mentionné le potentiel d'éliminer les postes JAG et les remplacer par des postes civils. Il n'est pas nécessaire de réfléchir longtemps pour deviner que les avocats et juges du JAG peuvent offrir plus qu'un civil. Je ne crois pas que le système de justice militaire est à ce point dysfonctionnel qu'il ait besoin d'une révision complète. Cependant, un examen de haut en bas est nécessaire pour étudier les éléments du système, des pouvoirs de punition au maintien de l'ordre et de la discipline. Il est juste de dire que l'armée devrait toujours réviser ses politiques et procédures afin de rester moderne et pertinente.
- f. La perception en ce moment est que le choix d'une cour martiale plutôt qu'un procès sommaire offre actuellement aux militaires une bien plus grande chance d'être acquittés, surtout s'ils embauchent un avocat civil, car ces derniers sont perçus comme ayant une meilleure compréhension du droit judiciaire que les avocats militaires, et qu'ils savent mieux l'appliquer. Bon nombre des acquittements de la dernière décennie sont perçus

comme attribuables à des formalités, et les membres des FAC considèrent que l'accusé s'en tire indemne malgré ses infractions.

Application

- a. Ils (certains membres de l'équipage) croient que le système maintient l'ordre et la discipline.
- b. Le système de justice lui-même ne maintient pas l'ordre et la discipline; c'est là la responsabilité de la chaîne de commandement. Le système n'est utile que lorsqu'il y a un problème.
- c. Le système d'enquête disciplinaire d'unité (EDU) devrait être clairement identifié et expliqué à tous les membres des FAC pour qu'ils comprennent pleinement le déroulement de la situation.
- d. Les militaires sont d'avis qu'ils ne sont pas vraiment éduqués à ce sujet; il faudrait une formation dans le cadre du PP ou par un autre moyen de formation. En ce qui concerne les punitions données, ils croient qu'il n'est pas toujours juste que le système puisse donner une punition de tant d'angles différents.
- e. L'appareil judiciaire militaire excelle lorsqu'il fait partie d'un système entier pour gérer les comportements qui nuisent à l'ordre et à la discipline des FAC. Aujourd'hui, cependant, il me semble que la chaîne de commandement évite parfois de chercher toutes les avenues possibles pour corriger le comportement d'un militaire, comme l'encadrement, le mentorat et l'identification de problèmes personnels plus profonds. Si ces méthodes ne sont pas utilisées, surtout dans les cas où les superviseurs négligent d'avoir du respect et de la compréhension envers leurs subordonnés, je crois que les militaires ordinaires des FAC perdront confiance envers l'appareil judiciaire militaire. Bref, lorsque les MR voient le système de justice militaire comme composante entièrement distincte des autres parties de la relation entre le commandement et l'unité, l'appareil judiciaire militaire perd de son efficacité comme façon de corriger les comportements négatifs, comme composante essentielle de la responsabilité du commandement pour le bien-être des subordonnés, et comme moyen de faire respecter la discipline.
- f. L'une des forces de l'appareil judiciaire militaire est que les FAC encouragent la participation, à la fois par la présence lors des procédures et par la publication des résultats et sentences des procédures. La publicité, même des infractions mineures, veille à ce que le personnel comprenne clairement les conséquences de ses actions; les cours civiles ne réalisent pas cet effet aussi efficacement. C'est un mécanisme de dissuasion qui aide à maintenir l'ordre et la discipline, et qui rappelle à tout le personnel les normes attendues d'eux. Le déroulement formel et la tradition militaire des procès sommaires et cours martiales servent aussi de rappel que toutes les FAC doivent respecter une norme plus élevée pour des raisons très importantes.
- g. Les crimes sexuels ne devraient jamais être traités par l'appareil judiciaire militaire. Comme l'ont indiqué les médias, les crimes de nature sexuelle ne peuvent être raisonnablement traités par la justice militaire. Les victimes pourraient se sentir obligées de témoigner en cour. Dans une cour où tout le monde est un collègue, un pair, ou pire,

un supérieur, il peut être très intimidant de résister à son accusé. Dans une cour civile, les pressions des différences de grades et des formalités militaires n'existent pas, ce qui crée une atmosphère plus accueillante pour la victime. En conjonction avec l'opération HONOUR, c'est le moment de permettre aux crimes sexuels d'être gérés par les autorités civiles.

Équité

- a. Les pouvoirs de punition disponibles à l'usage des cours martiales semblent justes et justifiés.
- b. Ils (certains membres de l'équipage) croient que le système fonctionne lorsqu'il est utilisé sagement et qu'on n'en abuse pas. Par exemple, il faut épuiser toutes les possibilités d'encadrement, de mentorat et d'identification du problème réel avant de tenter de rectifier la situation par des mesures appropriées, sans sauter prématurément aux mesures extrêmes.
- c. Toutes les punitions semblent justes et transparentes.
- d. Le système doit veiller à s'harmoniser avec l'appareil judiciaire canadien en ce qui concerne l'équité et les punitions.
- e. Ils (certains membres de l'équipage) trouvent que les amendes sont trop petites selon la rémunération des militaires. Le consensus est que si les militaires risquaient des amendes de 800 \$ à 900 \$ plutôt que 150 \$ à 200 \$, il y aurait moins de récidivistes.
- f. Ils (certains membres de l'équipage) trouvent que le système sera parfois moins permissif par rapport aux officiers plus hauts gradés que pour les grades subalternes, mais ce n'est pas toujours le cas.
- g. Les pouvoirs de punition sont un des secteurs où les FAC profiteraient peut-être d'une réforme. Il est souvent perçu que les punitions sont insuffisantes. Je soupçonne que cette perception est moins attribuable aux pouvoirs de punition trop faibles, mais plutôt à la dépendance sur la tradition du droit commun de se reporter aux cas précédents pour déterminer les punitions appropriées, et le manque de compréhension de la majorité du personnel en ce qui concerne certains aspects du système de justice militaire. Comme exemple du premier problème, si une amende de 200 \$ est le « taux courant » pour une infraction mineure, par exemple manquer à l'appel pendant une heure, cette amende de 200 \$ n'aura pas le même impact sur un militaire 10 ans plus tard lorsque sa rémunération aura grandement augmenté. Dans la même optique, les punitions de type « avertissement », « réprimande » et « réprimande sérieuse » ne sont pas comprises par la majorité des militaires; ces punitions sont perçues comme des « tapes sur le doigt » par la majorité, et il serait profitable de donner plus d'information à ce sujet.
- h. Les cours martiales sont aussi fréquemment organisées en parallèle avec les examens administratifs; encore une fois, ce n'est pas quelque chose que les militaires comprennent bien. Il y a fréquemment des cas où les militaires accusés d'infractions graves reçoivent des punitions apparemment douces (une amende et une réprimande sérieuse), et les observateurs sont confus à savoir comment « quelqu'un peut faire quelque chose comme ça » et rester en service, alors qu'en coulisses le militaire est libéré par EA. Encore une

fois, plus d'instruction sera certainement utile, mais c'est un problème plus difficile à résoudre étant donné la nature Protégé B de l'EA.

- i. Finalement, je suggérerais de déléguer l'autorité du cmdt de présider les procès sommaires aux officiers subalternes, au moins du niveau Ens 2/Slt au niveau Ens 1/Lt. Le besoin d'impliquer un commandant supérieur pour accuser un officier subalterne d'une infraction mineure fait trop souvent en sorte que les gens ferment les yeux sur la chose ou qu'ils décident de gérer le problème à l'échelon le plus bas (p. ex. tâches supplémentaires). Clairement, cette pratique est contraire à l'éthique, mais elle est souvent utilisée pour « éviter de déranger un officier général avec une accusation mineure ». Cette application inconstante de la justice est remarquée par le personnel de l'unité et est, correctement, perçue comme un traitement injuste et préférentiel des officiers, qui devraient répondre à des normes plus élevées. Les officiers subalternes, dans leurs premières années de service, feront inévitablement des erreurs, de même que des erreurs de jugement, et il revient à l'armée de voir à leur punition appropriée. Simplifier le processus pour atteindre cet objectif est certainement dans l'intérêt des FAC.
- j. En général, un militaire est présumé coupable jusqu'à preuve du contraire. Bien que ce ne soit pas le cas en théorie, un militaire peut souvent avoir cette impression en pratique. Toute méthode pouvant être mise en œuvre pour donner au système une impression plus « juste » serait appréciée des militaires partout dans les FAC.
- k. Les pouvoirs de punition sont perçus comme appliqués de façon inconstante, car deux infractions identiques peuvent avoir des punitions très différentes. Il peut y avoir des raisons valides pour justifier cette différence (infractions répétées, circonstances atténuantes/aggravantes, etc.), mais ces raisons ne sont pas communiquées dans les avis d'après procès, ce qui veut dire que les gens qui ne les lisent pas n'ont pas l'information contextuelle pour déceler la différence logique.
- l. Les militaires qui choisissent la cour martiale sont perçus comme ayant des accusations plus sérieuses réduites pour répondre au seuil de preuve plus élevée. Un exemple récent est une cour martiale où l'accusation initiale était d'agression sexuelle, mais le procureur n'a fini par déposer qu'une accusation d'ébriété en procès.

Composition

- a. La composition d'une cour martiale, à la fois dans les cours martiales permanentes et générales, semble juste et raisonnable. Je suis au courant qu'on considère utiliser un juge civil avec un conseil militaire et je m'oppose fortement à ce changement. Bien que les FAC n'aient pas eu d'engagement contre un acteur étatique dans le passé, la possibilité d'un engagement majeur à l'avenir existe. Pendant un conflit d'importance, le besoin d'organiser des procès en théâtre, potentiellement dans un environnement de menace plus élevé, est très réel. Je ne crois pas qu'un juge civil accepterait un déploiement ni qu'il devrait avoir le droit de le faire.
- b. Il faut aussi considérer le manque d'expérience militaire chez la majorité des citoyens du Canada. Pour la majorité du 20^e siècle, une grande portion de la population adulte a servi dans l'armée, ou avait un proche qui l'a fait. Cela signifiait que les connaissances de base concernant l'armée, y compris les exigences particulières de ce service, pouvaient être

présumées. Au 21^e siècle, notre population florissante et notre armée réduite signifient que la majorité des juges à l'avenir auront peu ou pas de connaissances au sujet des exigences du service ni des situations que les militaires pourraient rencontrer. C'est particulièrement important en raison de la différence entre l'esprit militaire et l'esprit civil : la mission d'abord. L'agressivité, la force morale et le calcul détaché nécessaires lors de situations stressantes ne sont pas uniquement une qualité personnelle, mais plutôt une capacité inculquée par l'instruction pratique et théorique. Le test de la personne raisonnable ne s'applique tout simplement pas dans un théâtre des opérations NI dans un environnement d'instruction. Un juge civil pourrait avoir des années d'expérience en contexte civil lorsqu'il gère des cas de jurisprudence complexes. Bien que cette expérience pourrait sembler utile à une cour martiale, cette expérience et cet état d'esprit ne s'appliquent pas nécessairement directement à un environnement militaire.

Rapidité

- a. Le système de cour martiale est considéré comme juste, mais très long. Alors que les procès sommaires ont souvent lieu rapidement après un incident, le temps qui s'écoule entre une infraction alléguée et le début des procédures de cour martiale est très inquiétant.
- b. Le système de cour martiale est actuellement débordé, ce qui mine son efficacité.
- c. Récemment, on a souvent constaté un délai déraisonnable entre le dépôt des accusations et le moment où un militaire passe en cour martiale. Le temps qui s'écoule entre le dépôt d'une accusation et le procès est un élément clé de l'équité judiciaire à la fois dans les appareils judiciaires militaire et civil, comme l'indiquent les limites de temps obligatoires établies par le système civil pour déterminer le moment où un procès peut avoir lieu. Bien que, dans le passé, l'appareil judiciaire militaire déterminait souvent le militaire accusé comme coupable de retarder le procès, je crois que récemment le JAG et l'appareil judiciaire militaire sont les raisons du délai. Je soupçonne que ce délai s'explique par un manque de ressources (et c'est justement ce que le JAG a déclaré au CEMD en vue d'obtenir davantage de fonds), mais ce n'est pas vraiment pertinent pour le membre typique des FAC. Ce qui est évident, c'est que le temps prolongé entre une offense contre la CSJ et le déroulement de la cour martiale affecte sérieusement l'équité procédurale pour le militaire, ce qui mine l'équité du système et nuit au respect des militaires envers le système.
- d. Les changements, s'ils s'avèrent nécessaires, entraîneraient une réduction du temps entre une infraction alléguée donnée et le procès.